



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture



©FAO Cameroun

## PROJET D'APPUI À L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION MARAÎCHÈRE DANS LES ZONES PÉRI-URBAINES DE DOUALA ET BUEA

Octobre 2022

ODD:



Pays:

Cameroun

Code du projet:

TCP/CMR/3802

Contribution de la FAO:

349 000 USD

Période de mise en œuvre:

3 août 2020 – 31 juillet 2022

Contact:

Représentation de la FAO au Cameroun  
FAO-CM@fao.org



## Partenaire

Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER).

## Bénéficiaires

300 ménages vulnérables des zones péri-urbaines de Douala et Buea et les membres de leurs communautés; les agents du MINADER.

## Contribution au Cadre de programmation par pays (CPP)

CPP 2018-2021.

Priorité 1: Amélioration durable de la productivité et des chaînes de valeurs agrosylvopastorales et halieutiques.  
Priorité 5: Renforcement de la résilience des populations face aux chocs environnementaux, socio-économiques et amélioration de la nutrition.



## DESCRIPTION DU PROJET

Au Cameroun, les agriculteurs font face à de nombreuses difficultés liées à l'accès aux intrants, à une faible maîtrise des itinéraires techniques et des techniques de gestion des pertes après récolte, ainsi qu'à l'inexistence des stratégies de planification et de commercialisation des produits agricoles, autant de facteurs qui compromettent l'intensification de la production agricole. La recrudescence des violences entre les groupes armés et les forces gouvernementales depuis 2016 a par ailleurs entraîné des déplacements de populations et entravé le bon déroulement des activités agricoles et l'accès aux marchés. Les régions du Sud-Ouest et du Littoral ont été particulièrement affectées par cette situation avec une détérioration de la sécurité alimentaire de leurs habitants. Cette situation s'est ultérieurement aggravée avec la survenue de la pandémie de covid-19.

Le projet visait à mettre en place un système agricole plus adapté et durable dans les zones péri-urbaines de Buea, Douala et leurs environs afin d'améliorer la diversité alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables de ces zones.

## IMPACT

Les réalisations du projet ont nettement amélioré la productivité des ménages appuyés. L'augmentation de la production et des revenus qui en ont découlé a eu pour effet d'améliorer la diversification alimentaire dans les zones ciblées, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux vulnérables (ODD 1 et 2).

## RÉALISATION DES RÉSULTATS

Le projet a permis de renforcer les capacités techniques en matière de maraîchage de 300 ménages vulnérables organisés en 24 groupes de producteurs et de 12 agents du MINADER au moyen de l'approche champ-école des paysans (CEP). Les connaissances transmises portaient sur les bonnes pratiques agricoles (BPA), la gestion des exploitations, les techniques de conservation et transformation des récoltes et l'éducation nutritionnelle. Les ménages ont également reçu des intrants agricoles et du matériel de production et de stockage qui, additionnés au suivi régulier des points focaux du MINADER et des équipes conjointes FAO/MINADER, ont permis la production de 1 435 tonnes de produits maraîchers (tomate, piment, morelle noire, pastèque et gombo).

Le projet a également contribué à améliorer le circuit de distribution des produits agricoles en facilitant l'accès des ménages des villes de Buea, Douala et environs aux marchés de produits horticoles/maraîchers à travers la conduite d'une étude des chaînes de valeur de la tomate dans le Sud-Ouest et du piment dans le Littoral. L'établissement d'une cartographie des marchés et la mise en place de deux plateformes physiques et d'une plateforme numérique d'échange, d'acquisition et vente d'intrants et de produits maraîchers regroupant les acteurs des différents maillons des filières tomate et piment devraient également encourager le développement de ces deux chaînes de valeur.



## MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET

La mise en œuvre du projet a atteint tous les produits attendus dans une démarche inclusive recherchant activement l'implication de toutes les parties prenantes. À la demande de la FAO, le MINADER a désigné quatre points focaux pour le suivi des activités sur le terrain ainsi que des responsables de la mise en œuvre du projet au niveau central et déconcentré. Cette synergie d'action entre les acteurs a permis une meilleure coordination des interventions et l'atteinte de résultats satisfaisants.

Le projet a toutefois enregistré quelques retards dans l'exécution de certaines activités, dus aux conditions d'opération marquées par la pandémie de covid-19 et par le contexte socio-culturel conflictuel qui sévit dans la région du Sud-Ouest depuis 2016. Ces contraintes ont entraîné la révision du plan de travail et du budget (réallocation des lignes budgétaires au sein du budget initial alloué).

## MESURES DE SUIVI À L'ATTENTION DU GOUVERNEMENT

Afin de tirer un meilleur profit des acquis du projet, il est recommandé au MINADER de prendre en compte les mesures suivantes: i) améliorer la supervision technique et l'accompagnement des producteurs sur le terrain; ii) soutenir les producteurs avec des semences certifiées; iii) mettre l'accent lors des formations sur l'utilisation rationnelle des pesticides et l'application d'engrais; iv) accompagner la structuration des acteurs dans le marketing à travers les coopératives; v) s'assurer de la fonctionnalité de la plateforme numérique d'échange, d'acquisition et vente d'intrants et de produits maraîchers des chaînes de valeur tomate et piment mise en place; vi) mettre en place un mécanisme de pérennisation de la plateforme numérique des acteurs; vii) diffuser et valoriser les bases de données disponibles sur les chaînes de valeur tomate et piment dans les régions du Sud-Ouest et du Littoral à travers le développement de ces mêmes chaînes.



## DURABILITÉ

### 1. Développement des capacités

La synergie d'action FAO/MINADER et le renforcement des capacités du personnel du Ministère impliqué dans l'exécution du projet sont de bon augure pour la durabilité des actions entreprises. L'adoption des différentes techniques par les bénéficiaires a favorisé l'émergence de l'activité maraîchère dans les régions du Sud-Ouest et du Littoral et soutenu la résilience des ménages vulnérables bénéficiaires du projet, qui sont susceptibles de poursuivre les activités productives engagées et de transmettre les connaissances acquises. La plateforme numérique d'échange, d'acquisition et vente d'intrants et de produits maraîchers mise en place pourrait être exploitée par le Gouvernement comme outil de marketing virtuel.

### 2. Égalité des sexes

Les femmes vulnérables à la tête d'un ménage ont fait l'objet d'une attention particulière et représentaient un peu plus de la moitié des bénéficiaires.

### 3. Durabilité environnementale

Les parcelles ont été mises en culture dans le respect de bonnes pratiques de production maraîchère respectueuses de l'environnement, notamment en ce qui concerne la gestion des déprédateurs et l'apport d'engrais.

### 4. Approche fondée sur les droits de l'homme, notamment le droit à l'alimentation et à un travail décent

Le projet a contribué à augmenter la production maraîchère, améliorant ainsi l'offre de produits horticoles frais, variés et respectant les normes minimales d'hygiène et de qualité nutritionnelle sur les marchés des régions du Sud-Ouest et du Littoral, et par conséquent, la diversification alimentaire des populations. Sur le plan de l'emploi, le projet a permis la création de nouvelles sources de revenus et la préservation des emplois dans les localités de Buea, Douala et leurs environs.



### 5. Durabilité technologique

Les techniques innovantes de transformation et conservation de la tomate et du piment enseignées aux bénéficiaires du projet sont répliquées et très appréciées par les populations, car elles permettent de conserver à moindre coût ces productions sur une période d'un an. La plateforme numérique des acteurs mise en place est également une innovation technologique qui pourrait être utilisée pendant plusieurs années avec des coûts négligeables.

### 6. Durabilité économique

Les bénéficiaires appuyés ont amélioré leur production et par conséquent, leurs revenus. Ils ont également diversifié les points de vente de leurs produits à l'aide des informations mises à leur disposition sur les marchés disponibles dans leurs zones.



### DOCUMENTS ET MATÉRIEL DE DIFFUSION

#### PRODUITS AU COURS DU PROJET

- ❑ Tchoubou, R. 2021. *Support de formation sur les bonnes pratiques de production maraîchère*. Cameroun. 25 pp.
- ❑ Kamga, R. 2022. *Fiche technique sur les techniques de pépinière des cultures maraîchères*. Cameroun. 12pp.
- ❑ Kamga, R. 2022. *Fiche technique de la culture de tomate*. Cameroun. 12 pp.
- ❑ Kamga, R. 2022. *Fiche technique de la culture de piment*. Cameroun. 12 pp.
- ❑ Kamga, R. 2022. *Fiche technique de la culture de pastèque*. Cameroun. 12 pp.
- ❑ Kamga, R. 2022. *Fiche technique de la culture de gombo*. Cameroun. 12 pp.
- ❑ Kamga, R. 2022. *Fiche technique de la culture de morelle noire*. Cameroun. 12 pp.
- ❑ Kuate, A. 2022. *Supports de formation en éducation nutritionnelle*. Cameroun. 14 pp.
- ❑ Kamga, R. et Deudjeu, R.L. 2022. *Supports de formation en gestion des pertes post-récolte (stockage et conservation)*. Cameroun. 4 pp.
- ❑ Kengni, F. 2022. *Support de formation en normes de sécurité sanitaire des aliments*. Cameroun. 7 pp.
- ❑ Kengni, F. 2022. *Support de formation sur l'utilisation raisonnée des pesticides*. Cameroun. 6 pp.
- ❑ Kamga, R. et Magni Eben, J.F. 2022. *Support de formation en gestion des exploitations agricoles/maraîchères*. Cameroun. 5 pp.
- ❑ NSET ECHAK EFOH. 2022. *Rapport d'étude sur les chaînes de valeur tomate et piment dans les zones péri-urbaines de Douala et Buea et sur la mise en place de la plateforme numérique des acteurs des chaînes de valeur maraîchère (tomate et piment)*. Cameroun. 81 pp.
- ❑ Plateforme numérique d'échange, d'acquisition et vente d'intrants et de produits maraîchers regroupant les acteurs des différents maillons des chaînes de valeur tomate et piment. (<http://coactro.org/>).



## RÉALISATION DES RÉSULTATS – MATRICE DU CADRE LOGIQUE

<b>Impact attendu</b>	<b>La diversification alimentaire s'est améliorée dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest</b>		
<b>Résultats</b>	La productivité et les productions des petites exploitations horticoles ciblées se sont améliorées de manière effective		
	<b>Indicateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Pourcentage d'augmentation de la production horticole/maraîchère.</li> <li>– Augmentation du score de diversification alimentaire (SDA).</li> </ul>	
	<b>Situation de référence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Situation de référence non disponible.</li> <li>– SDA: 10 %.</li> </ul>	
	<b>Objectif final</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Augmentation des productions de 30 %.</li> <li>– SDA: 25 % (+15 %).</li> </ul>	
	<b>Commentaires et mesures de suivi</b>	<p>Les ménages ciblés ont adopté des BPA et augmenté leur production (1 435 tonnes de produits maraîchers obtenus au total). Le pourcentage d'augmentation de la production est d'au moins 10 % pour 45 ménages; de 10 à 20 % pour 120 ménages; de 20 à 30 % pour 76 ménages; de 30 % pour 59 ménages.</p> <p>Les activités mises en œuvre dans le cadre du projet ont permis de faire passer le SDA des ménages bénéficiaires des zones péri-urbaines de Douala, Buea et environs de 10 % à 75,3% en leur permettant de consommer au minimum cinq groupes d'aliments différents.</p>	
<b>Produit 1</b>	Vingt-quatre groupements de producteurs (regroupant 300 ménages agricoles vulnérables) ont vu leurs capacités renforcées en approche CEP, sur les itinéraires de bonnes pratiques agricoles (BPA) et l'utilisation raisonnée des pesticides, en actifs de production maraîchère et en gestion des exploitations agricoles		
	<b>Indicateurs</b>	<b>Objectif</b>	<b>Réalisé</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Nombre de producteurs formés aux techniques de production maraîchère et appuyés en actifs de production.</li> <li>– Nombre d'agents d'appuis ciblés.</li> <li>– Nombre d'organisations des producteurs (OP) formées sur l'élaboration et la tenue d'un cahier de caisse, cahier/fiche de stocks et d'un compte d'exploitation.</li> <li>– Nombre de comptes d'exploitation bien élaborés et tenus.</li> <li>– Nombre de cahiers de caisse élaborés et tenus.</li> <li>– Nombre de cahiers/fiches de stocks élaborés et tenus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 24 groupements de producteurs, soit 300 ménages agricoles vulnérables.</li> <li>– 10 agents, soit 5 par région.</li> <li>– 24 OP formées.</li> <li>– 15 comptes d'exploitation.</li> <li>– 12 cahiers de caisse.</li> <li>– 12 cahiers/fiches de stocks.</li> </ul>	<b>Oui</b>
<b>Situation de référence</b>	0.		
<b>Commentaires</b>	La réalisation de ce produit a été atteinte à travers la formation de 60 facilitateurs CEP à l'approche CEP, aux itinéraires de BPA, à l'utilisation raisonnée des pesticides et à la gestion des exploitations agricoles. Les groupements ont ensuite bénéficié de ces formations ainsi que d'un appui en intrants de production maraîchère. Le MINADER a assuré le suivi des activités de production sur le terrain à l'aide des quatre points focaux désignés à cet effet, deux dans les bassins de production du Sud-Ouest (Buea Town et Mutengene-Tiko-Mungo) et deux dans les bassins de production du Littoral (Bonabéri et Ngodi Bakoko).		
<b>Activités préliminaires</b>	<b>Atelier de lancement, ciblage et profilage des bénéficiaires du projet</b>		
	<b>Réalisé</b>	<b>Oui</b>	
	<b>Commentaires</b>	<p>L'atelier de lancement a permis aux parties prenantes du projet de se concerter à travers des travaux de groupe à l'issue desquels il a été fait le choix définitif des bassins de production, des spéculations phares ainsi que la spéculation devant faire l'objet d'une étude de la chaîne de valeur dans chaque région (le piment pour la zone de Douala et la tomate pour la zone de Buea).</p> <p>L'activité de ciblage des bénéficiaires a permis d'identifier 24 OP au lieu des 30 initialement envisagées. Cependant, ces 24 OP regroupent bien 300 ménages vulnérables (soit 1 500 personnes). Les ménages dirigés par une femme représentent 52,8 % des bénéficiaires. La répartition des ménages par statut est la suivante: résidents, 66,1 %; déplacés internes, 23,1 %; résidents hôtes, 10,5 %; réfugiés, 0,3 %.</p>	

Activité 1.1	Renforcer les capacités de 10 maîtres formateurs à l'approche champ-école paysan (CEP)	
	Réalisé	Non
	Commentaires	Les ressources prévues pour cette activité avaient été sous-évaluées, ce qui a conduit à son abandon. Les ressources ont été réallouées à la formation des facilitateurs CEP.
Activité 1.2	Former 30 facilitateurs (24 internes et 6 externes) à l'approche CEP et aux itinéraires des BPA de production horticole dans les deux régions	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Deux cadres du MINADER ayant les compétences requises ont été identifiés pour préparer et conduire avec le Consultant expert en production maraîchère les sessions de formation des facilitateurs CEP. Soixante facilitateurs CEP (48 internes, membres des OP et 12 externes, cadres du MINADER) ont été formés à l'approche CEP et aux itinéraires de bonnes pratiques agricoles dans les régions du Sud-ouest et du Littoral (30 facilitateurs par région).
Activité 1.3	Former 24 groupements de producteurs (OP) ciblés sur les itinéraires de BPA à travers la mise en place de 48 CEP	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	L'objectif fixé pour cette activité a été atteint à 75%. En effet, 36 CEP sur 48 initialement prévus ont été mis en place, dont 22 dans le Sud-Ouest (piment et tomate) et 14 dans le Littoral (piment, pastèque, gombo, morelle noire).
Activité 1.4	Former au moins 24 groupes de producteurs ciblés à la tenue de leur compte d'exploitation, des cahiers de caisse et de stocks	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Les capacités de 24 organisations de producteurs (dont 12 dans les zones péri-urbaines de Douala et 12 dans les zones péri-urbaines de Buea), ont été renforcées sur l'élaboration et la tenue du cahier de stock, du cahier d'utilisation de la main d'œuvre, du cahier de caisse et du compte d'exploitation. Le travail de suivi révèle qu'au moins 50 pour cent des OP tient au moins deux des quatre outils de planification sur lesquels elles ont été formées.
Activité 1.5	Appuyer 24 groupements de producteurs ciblés en actifs de production (semences horticoles, fertilisants, appareils de traitement phytosanitaire et autre matériel agricole) pour la mise en place des parcelles CEP et parcelles de production maraîchère	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Vingt-quatre OP ont reçu les intrants et matériel agricole suivants: sachets de pépinière, fientes, engrais NPK, urée, semences améliorées de tomate, morelle noire, piment, pastèque et gombo, caisses et pulvérisateurs.
Activité 1.6	Suivre les bénéficiaires le long du cycle de production	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Pour un meilleur suivi, la FAO a impliqué les Délégués régionaux d'agriculture et du développement rural des régions du Sud-Ouest et du Littoral à tous les niveaux de mise en œuvre des activités du projet. Les deux délégués ont désigné quatre points focaux (deux par région) pour assurer le suivi des activités sur le terrain tout au long du cycle du projet. Ces quatre points focaux ont effectué huit missions de suivi par région (deux chaque mois pendant quatre mois). Après les quatre premières missions de suivi, une équipe conjointe FAO/MINADER a effectué une mission de supervision des activités sur le terrain.

<b>Produit 2</b>	L'accès des ménages cibles aux intrants de qualité à coût réduit et la vente des produits horticoles sont facilités		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	– Nombre d'études sur les chaînes de valeur conduites. – Nombre de plateformes physiques et numériques mises en place.  – Nombre de ménages ayant eu accès aux intrants de qualité à coût réduit et dont les produits ont été facilement écoulés au moyen de deux plateformes (tomate et piment) mises en place.	– 2 (tomate et piment).  – 2 plateformes physiques (tomate à Buea et piment à Douala) et une plateforme numérique commune. – 300 ménages.	Oui
<b>Situation de référence</b>	0		
<b>Commentaires</b>	Pour assurer le bon fonctionnement des plateformes physiques, deux bureaux constitués des acteurs des différents maillons des chaînes de valeur tomate et piment ayant à leur tête un président ont été mis en place.		
<b>Activité 2.1</b>	Conduire une étude des chaînes de valeur de la tomate et du piment et mettre en place des plateformes physiques et numériques des acteurs de ces deux chaînes de valeur		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Un rapport d'étude sur les chaînes de valeur de la tomate et du piment dans les régions du Sud-Ouest et du Littoral a été produit. Deux réunions de sensibilisation (une par bassin de production/localité) ont précédé la constitution des plateformes d'acquisition et de vente d'intrants et de produits maraîchers. Deux assemblées générales constitutives des plateformes physiques ont été organisées, établissant leur bureau exécutif. Une plateforme numérique d'échange, d'acquisition et vente d'intrants et de produits maraîchers regroupant les différents maillons des chaînes de valeur tomate et piment a été élaborée dans le cadre du projet. Elle est accessible à travers le lien suivant: <a href="http://coactro.org/">http://coactro.org/</a> .	
<b>Activité 2.2</b>	Accompagner les producteurs cibles à l'amélioration de leur circuit de distribution des produits		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Le projet a assuré le renforcement des capacités de 60 acteurs sur les modalités d'utilisation et de fonctionnement de la plateforme numérique mise en place.	
<b>Produit 3</b>	Les pertes post-récolte sont réduites et les capacités des populations en éducation nutritionnelle sont renforcées		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	Nombre de ménages ayant amélioré leur alimentation.	285 ménages.	Oui
<b>Situation de référence</b>	0		
<b>Commentaires</b>	La formation en éducation nutritionnelle, en normes de sécurité sanitaire des aliments et gestion des pertes après récolte a comporté une partie théorique et une partie pratique (exercices de démonstration et de préparation culinaire) utilisant les produits maraîchers produits par les bénéficiaires ainsi que d'autres produits locaux.		
<b>Activité 3.1</b>	Former 30 facilitateurs (dont 50 % de femmes) en éducation nutritionnelle, normes de sécurité sanitaire et nutritionnelle des aliments et en techniques améliorées de gestion post récolte (transformation, conservation des produits horticoles)		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Les facilitateurs formés ont restitué les connaissances apprises auprès d'autres membres de leur groupe d'appartenance.	
<b>Activité 3.6</b>	Sensibiliser les ménages cibles sur le respect des mesures barrière		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Lors de chaque atelier/mission de suivi, les bénéficiaires ont été sensibilisés au respect des mesures barrière prescrites par l'Organisation mondiale de la santé et le Gouvernement camerounais. Lors de chaque rassemblement, la FAO a mis à la disposition des bénéficiaires des masques et du gel hydroalcoolique.	

Partenariats et diffusion

Pour plus d'information veuillez contacter: [Reporting@fao.org](mailto:Reporting@fao.org)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Rome, Italie